26-05-1982
Traduit à M.
Overgezet aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 22 avril 1982,d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "remplaçant l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions", a donné le 10 mai 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e april 1982 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vervanging van het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten", heeft de 10e mei 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

La large autonomie que le législateur a entendu assurer aux Communautés et aux Régions par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles implique que les Exécutifs de ces collectivités soient assistés par des services administratifs dépendant d'eux. C'est pourquoi l'article 87 de la loi spéciale porte notamment que "chaque Exécutif dispose en propre d'une administration, d'institutions et d'un personnel ..." (§ 1er) et qu'il "fixe le cadre du personnel de son administration" (§ 2).

A une époque où étaient en vigueur le texte originel de l'article 59bis, introduit dans la Constitution le 24 décembre 1970, et celui de la loi du 1er août 1974 créant des institutions régionales à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution, il a déjà été créé quatre ministères des Communautés et des Régions. Tel était l'objet de l'arrêté royal du 17 avril 1979. A ce moment, comme l'énonçait un arrêté royal du 13 avril 1979 déterminant leur organisation provisoire, les Exécutifs des Communautés et des Régions consistaient en des comités ministériels formés au sein du Gouvernement national.

Après l'entrée en vigueur de la loi spéciale de réformes institutionnelles, un arrêté royal du 16 mars 1981 a inséré dans l'arrêté royal du 17 avril 1979 un nouvel article 4 disposant, en son paragraphe 3, que "L'arrêté royal fixant le cadre d'un nouveau ministère est pris sur proposition du Président de l'Exécutif".

.../...

Le projet tend à remplacer l'arrêté royal du 17 avril 1979 par un nouvel arrêté. Parmi les dispositions fondamentales du projet, il y a lieu de citer l'article 5, § 2, alinéa 1er, aux termes duquel "Les arrêtés royaux fixant les cadres des ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne sont fixés sur la proposition du Premier Ministre". Il y a lieu de citer également l'article 2, § 1er, aux termes duquel jusqu'à leur transfert à l'Exécutif compétent, les services et le personnel des ministères indiqués "se trouvent sous l'autorité hiérarchique du Premier Ministre".

Il importe d'examiner si le Gouvernement est autorisé à confier à des autorités nationales, à savoir le Roi et le Premier Ministre, des pouvoirs relatifs aux ministères des Communautés et des Régions, maintenant que la Communauté flamande, la Communauté française, la Région flamande et la Région wallonne ont acquis, précisément sur le plan de la formation et du fonctionnement de l'Exécutif, une autonomie plus grande par l'effet de l'élection de l'Exécutif par le Conseil.

Comme l'observe le rapport au Roi joint au projet, "les arrêtés royaux fixant le cadre des trois nouveaux ministères (visés), ne peuvent plus être pris sur proposition du Président de l'Exécutif concerné puisque celui-ci n'est plus membre du Gouvernement national".

Il n'est pas contraire à la loi spéciale du 8 août 1980 de charger le Premier Ministre de proposer au Roi les arrêtés fixant le cadre organique des ministères intéressés

.../...

et d'attribuer provisoirement au Premier Ministre autorité sur ces ministères.

En effet, il ressort de l'article 88, § 2, de la loi spéciale que les services du ministère de la Communauté flamande, du ministère de la Communauté française et du ministère de la Région wallonne doivent d'abord être constitués sur le plan national et pourvus d'un personnel, pour être ensuite "transférés à leurs Exécutifs respectifs par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres".

Comme le fait apparaître l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié notamment par l'arrêté royal du 16 mars 1981 (article 2, alinéa 1er; article 4, § 3), il était prévu que les mesures relatives au transfert des services et du personnel, et, en tout cas, la fixation du cadre organique des nouveaux ministères, seraient complètement prises avant que les Exécutifs ne soient élus par les Conseils en leur sein.

Jusqu'ici les mesures nécessaires pour le transfert n'ont été prises que de manière très partielle.

Il ne résulte pas des prescriptions de la loi spéciale que le Roi aurait actuellement cessé d'être compétent pour organiser les services des ministères des Communautés et des Régions en vue de leur transfert.

C'est, en effet, le Roi que l'article 88, § 2 et § 3, de la loi spéciale charge d'effectuer le transfert des services et du personnel, en en déterminant la date et les modalités.

.../...

Aucune disposition de la loi spéciale n'a fixé un délai dans lequel ce transfert devait avoir lieu. Au surplus, l'article 88, § 1er, de cette loi porte que l'article 87, qui donne compétence à l'Exécutif à l'égard de ses services, n'entre en vigueur qu' "au moment où chaque Exécutif a repris les services et le personnel mentionnés aux §§ 2 et 3".

Le Roi n'a donc pas perdu le pouvoir de prendre l'arrêté en projet. Cependant, cet arrêté va être pris à un moment où les Exécutifs des Communautés et des Régions ont cessé de faire partie du Gouvernement national et où ils ne sont, par conséquent, plus en mesure de participer, par la procédure du consensus, à l'élaboration de la décision. Il est dès lors nécessaire, pour respecter l'esprit de la loi spéciale, que les Exécutifs soient consultés sur les projets des arrêtés qui ont trait aux services et au personnel des ministères des Communautés et des Régions.

Par ailleurs, il va de soi que le Gouvernement ne peut prendre des dispositions à l'égard des services et du personnel des ministères des Communautés et des Régions qu'en vue de les transférer aussi rapidement que possible à chacun des Exécutifs compétents.

INTITULE.

Il ressort du projet que le Gouvernement a choisi de remplacer intégralement l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, plutôt que de procéder par modifications des dispositions de cet arrêté qui sont devenues inapplicables à la suite de l'élection des Exécutifs par leur Conseil respectif.

.../...

L'intitulé reflète évidemment ce choix.

PREAMBULE.

L'avis du Conseil d'Etat doit être visé en dernier lieu, immédiatement avant la formule de proposition.

Les accords relatifs au contrôle administratif et budgétaire doivent être visés, avec leur date, qui est, dans l'un et l'autre cas, le 30 mars 1982.

Conformément à l'usage, les Ministres contresignataires devraient également figurer comme proposants.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cette disposition reproduit l'article 1er de l'arrêté royal du 17 avril 1979, modifié par l'arrêté royal du 23 juillet 1980.

Bien que le Gouvernement ait choisi de procéder par remplacement complet de l'arrêté royal du 17 avril 1979, il serait curieux de recourir à l'expression : "Il est créé quatre ministères ...," alors que ceux-ci ont été créés par l'arrêté précité.

Il est donc proposé d'écrire : "Il y a quatre ministères ...".

.../...

Article 2.

Cet article, au début duquel le signe "§ 1er" doit être supprimé eu égard à l'observation faite ci-dessous au sujet du paragraphe 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

Les ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Région wallonne sont placés sous l'autorité du Premier Ministre jusqu'au transfert, conformément à l'article 88, §§ 2 et 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de leurs services et de leur personnel à l'Exécutif de la Communauté française, à l'Exécutif flamand et à l'Exécutif régional wallon.

Néanmoins :

a) les membres du personnel des ministères visés à l'alinéa 1er sont mis à la disposition de l'Exécutif de la Communauté française, de l'Exécutif flamand et de l'Exécutif régional wallon, selon le cas;

b) avant la transposition d'emplois des ministères traditionnels dans les nouveaux ministères, les services compétents des ministères traditionnels sont mis à la disposition des Exécutifs".

Suivant le paragraphe 2,

"Le Ministère de la Région bruxelloise se trouve sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle de l'Exécutif de la Région bruxelloise, qui en détermine le siège, l'organisation et les règles de fonctionnement".

.../...

La Région bruxelloise se trouve encore soumise au régime organisé par la loi créant des institutions communautaires et régionales provisoires, coordonnée le 20 juillet 1979.

Suivant cette loi, le Comité ministériel de la Région bruxelloise n'a nullement les mêmes pouvoirs que ceux que les Exécutifs des Communautés et des Régions puisent actuellement dans la loi spéciale. C'est donc au Roi qu'il appartient encore de déterminer les règles visées dans le paragraphe, sauf à déléguer certains pouvoirs secondaires aux Ministres qui font partie du Comité ministériel de la Région bruxelloise.

Le paragraphe 2 doit, par conséquent, être omis.

Article 3.

En énonçant que les ministères "sont dirigés" notamment par un secrétaire général, l'article 3 ne concorde pas avec la conception de la fonction de secrétaire général, telle qu'elle est exposée dans le rapport au Roi relatif à l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des fonctions d'agent de l'Etat en catégories (voir Moniteur belge du 2 avril 1939, p. 2169). Selon ce rapport, en effet, la tâche du secrétaire général est davantage une tâche de coordination qu'une tâche de direction, cette dernière appartenant généralement aux directeurs généraux.

.../...

Comme il ressort des indications fournies au Conseil d'Etat que l'intention du Gouvernement n'est pas de modifier cette conception traditionnelle pour les ministères nouveaux, mieux vaudrait utiliser une expression plus neutre.

Le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

Il y a dans les ministères des Communautés et des Régions :

a) au ministère de la Communauté française, un secrétaire général et un administrateur général;

b) au ministère de la Communauté flamande, un secrétaire général et trois administrateurs généraux;

c) au ministère de la Région wallonne, un secrétaire général et un administrateur général;

d) au ministère de la Région bruxelloise, un administrateur général et deux administrateurs généraux adjoints, l'un du rôle linguistique français et l'autre du rôle linguistique néerlandais".

Article 4.

Il y a lieu d'ajouter l'adjectif "wallonne", dans le texte français, après le mot "Région".

Article 5.

Dans le texte français, au paragraphe 2, alinéa 1er, il faut écrire "sont pris" et non "sont fixés", et à l'alinéa 2 "est pris".

.../...

Pour la raison exposée à propos de l'article 2, § 2, l'arrêté royal fixant le cadre du ministère de la Région bruxelloise ne peut pas être pris "sur la proposition de l'Exécutif de la Région bruxelloise". Il pourrait l'être sur la proposition du Ministre de la Région bruxelloise, le cas échéant après avis du Comité ministériel de la Région bruxelloise, ou sur la proposition des membres de ce Comité.

A l'alinéa 3, il faut écrire "... des emplois sont transposés ...".

Les emplois visés au paragraphe 3, alinéa 2, ont déjà été supprimés par l'article 4, § 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981.

Article 7.

Certains arrêtés qui ont modifié l'arrêté royal du 17 avril 1979, ont été abrogés par des arrêtés ultérieurs. Aussi, le texte suivant est-t-il proposé :

"Article 7.-

L'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié par les arrêtés royaux du 12 février 1980, du 13 mars 1980, du 23 juillet 1980 et du 16 mars 1981, est abrogé".

Article 8.

Cette disposition devrait être rédigée comme suit :

.../...

"Article 8.-

Le présent arrêté produit ses effets le 17 décembre 1981, à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au Moniteur belge".

ALGEMENE OPMERKING.

De ruime autonomie die de wetgever met de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen heeft willen toekennen aan de Gemeenschappen en de Gewesten, houdt in dat de Executieven van die collectiviteiten moeten worden bijgestaan door administratieve diensten die van hen afhangen. Daarom staat in artikel 87 van de bijzondere wet onder meer dat "iedere Executieve over een eigen administratie, eigen instellingen en eigen personeel ..." beschikt (§ 1) en dat zij "de personeelsformatie van haar administratie" vaststelt (§ 2).

Reeds onder de gelding van de oorspronkelijke tekst van het op 24 december 1970 in de Grondwet ingevoegde artikel 59bis en van de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van gewestelijke instellingen in voorbereiding van de toepassing van artikel 107quater van de Grondwet, zijn vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten opgericht. Dat was het onderwerp van het koninklijk besluit van 17 april 1979. Zoals gesteld was in een koninklijk besluit van 13 april 1979, houdende hun voorlopige organisatie, bestonden de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten toen uit ministeriële comités, opgericht binnenin de Nationale Regering.

Na de inwerkingtreding van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, heeft een koninklijk besluit van 16 maart 1981 in het koninklijk besluit van 17 april 1979 een nieuw artikel 4 ingevoegd, waarvan paragraaf 3 luidt : "Het koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van een nieuw ministerie wordt vastgesteld op de voordracht van de Voorzitter van de Executieve".

.../...

Het ontwerp strekt ertoe het koninklijk besluit van 17 april 1979 te vervangen door een nieuw besluit. Als één van de wezenlijke bepalingen van het ontwerp moge worden aangehaald artikel 5, § 2, eerste lid : "De koninklijke besluiten tot vaststelling van de personeelsformaties van de ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest worden vastgesteld op de voordracht van de Eerste Minister". Vermeld moet ook worden artikel 2, § 1, luidens hetwelk de diensten en het personeel van de bedoelde ministeries tot hun overdracht aan de bevoegde Executieve", "onder het hiërarchische gezag van de Eerste Minister" staan.

Het is van belang na te gaan of de Regering aan nationale overheden, te weten de Koning en de Eerste Minister, bevoegdheden met betrekking tot de ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten vermag op te dragen, nu de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest, ten gevolge van de verkiezing van de Executieve door de Raad, precies op het vlak van de vorming en de werking van de Executieve een ruimere autonomie hebben gekregen.

Zoals is opgemerkt in het bij het ontwerp gevoegde verslag aan de Koning, "kunnen de koninklijke besluiten tot vaststelling van de personeelsformatie van de (bedoelde) drie nieuwe ministeries niet meer genomen worden op voordracht van de Voorzitter van de Executieve, aangezien deze geen lid meer is van de Nationale Regering".

Het is niet in strijd met de bijzondere wet van 8 augustus 1980 dat de Eerste Minister ermee wordt belast de besluiten tot vaststelling van de organieke personeelsformatie

.../...

van de betrokken ministeries aan de Koning voor te dragen, en dat hem voorlopig over die ministeries gezag wordt verleend.

Uit artikel 88, § 2, van de bijzondere wet blijkt immers dat de diensten van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, van het ministerie van de Franse Gemeenschap en van het ministerie van het Waalse Gewest, eerst nationaal moeten opgericht zijn en van personeel voorzien, om daarna "naar hun respectieve Executieven overgedragen (te) worden bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit".

Zoals uit het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd onder meer bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981 (artikel 2, eerste lid; artikel 4, § 3), valt af te lezen, was er gepland dat de overdracht van de diensten en van het personeel geheel geregeld en alleszins de personeelsformatie van de nieuwe ministeries vastgesteld zou zijn vooraleer de Executieven door de Raden uit hun leden zouden worden verkozen.

De voor de overdracht noodzakelijke maatregelen zijn tot dusver maar zeer gedeeltelijk vastgesteld.

Uit de bepalingen van de bijzondere wet volgt niet dat de Koning thans niet langer bevoegd zou zijn om de diensten van de ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten te organiseren met het oog op hun overdracht.

Het is immers de Koning die er in artikel 88, § 2 en § 3, van de bijzondere wet mee belast wordt de overgang van de diensten en van het personeel te verwezenlijken onder bepaling

.../...

van datum en nadere regelen. Geen enkele bepaling van de bijzondere wet stelt een termijn vast waarbinnen die overgang moet plaatshebben. Bovendien bepaalt artikel 88, § 1, van die wet dat artikel 87, hetwelk de Executieve bevoegdheid geeft voor haar diensten, eerst in werking treedt "op het ogenblik dat iedere Executieve de in §§ 2 en 3 genoemde diensten en personeel heeft overgenomen".

De Koning heeft dus niet de bevoegdheid verloren om het ontworpen besluit vast te stellen. Dat besluit gaat er evenwel komen op een tijdstip dat de Executieven van de Gemeenschappen en van de Gewesten niet langer deel uitmaken van de Nationale Regering en dus niet langer de mogelijkheid hebben om via de procedure van de consensus mee te werken aan het tot stand komen van de beslissing. De Executieven moeten dan ook, wil de geest van de bijzondere wet geëerbiedigd zijn, geraadpleegd worden over de ontwerp-besluiten die betrekking hebben op de diensten en op het personeel van de ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten.

Het spreekt overigens vanzelf dat de Regering ten aanzien van de diensten en het personeel van de ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten alleen bepalingen kan vaststellen die erop gericht zijn die diensten en dat personeel zo spoedig mogelijk aan elk van de bevoegde Executieven over te dragen.

OPSCHRIFT.

Uit het ontwerp blijkt dat de Regering gekozen heeft voor integrale vervanging van het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en

.../...

van de Gewesten, veeleer dan voor wijziging van die bepalingen van dit besluit welke niet langer toepasbaar zijn, nu de Executieven door hun respectieve Raad zijn verkozen.

Die keuze spreekt ook duidelijk uit het opschrift.

AANHEF.

Het advies van de Raad van State moet achteraan in de aanhef, onmiddellijk vóór het voordrachtformulier, worden vermeld.

De akkoorden betreffende de administratieve en begrotingscontrole moeten met hun datum, dat is in beide gevallen 30 maart 1982, worden vermeld.

Zoals gebruikelijk zouden de Ministers die het besluit medeondertekenen het ook mede moeten voordragen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Deze bepaling herhaalt artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 april 1979, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 juli 1980.

Ofschoon de Regering het koninklijk besluit van 17 april 1979 in zijn geheel verkiest te vervangen, zou het nogal vreemd voorkomen als er stond : "Er worden vier ministeries opgericht ...", terwijl die reeds door het voornoemde besluit zijn opgericht.

.../...

Er wordt dus voorgesteld te schrijven : "Er zijn vier ministeries ...".

Artikel 2.

Dit artikel, waarin vooraan het teken "§ 1" moet vervallen ingevolge de hierna bij paragraaf 2 gemaakte opmerking, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 2.-

De ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest staan onder het gezag van de Eerste Minister totdat hun diensten en hun personeel overeenkomstig artikel 88, §§ 2 en 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, overgedragen zijn aan de Vlaamse Executieve, de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve.

Nochtans :

a) worden de personeelsleden van de in het eerste lid bedoelde ministeries ter beschikking gesteld van de Vlaamse Executieve, de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve, naar gelang van het geval;

b) worden de bevoegde diensten van de traditionele ministeries ter beschikking van de Executieven gesteld vóór de overheveling van betrekkingen van de traditionele ministeries naar de nieuwe ministeries".

.../...

Paragraaf 2 luidt :

"Het Ministerie van het Brusselse Gewest staat onder het hiërarchisch en functioneel gezag van de Executieve van het Brusselse Gewest die de zetel, de organisatie en de werkingsregelen ervan bepaalt".

Het Brusselse Gewest is dus nog steeds onderworpen aan het stelsel georganiseerd door de op 20 juli 1979 gecoördineerde wet tot oprichting van voorlopige gemeenschaps- en gewestinstellingen.

Volgens die wet heeft het Ministerieel Comité voor het Brusselse Gewest geenszins dezelfde bevoegdheden als die welke de Gemeenschapsexecutieven en de Gewestexecutieven thans ontlenen aan de bijzondere wet. Het is dus nog altijd zaak van de Koning de in de paragraaf bedoelde regel vast te stellen, met dien verstande dat Hij sommige minder belangrijke bevoegdheden kan opdragen aan de Ministers die deel uitmaken van het Ministerieel Comité voor het Brusselse Gewest.

Paragraaf 2 moet dan ook vervallen.

Artikel 3.

Artikel 3 is, waar het stelt dat de ministeries "onder de leiding" staan onder meer van een secretaris-generaal, niet in overeenstemming met de opvatting van het ambt van secretaris-generaal, zoals die wordt uiteengezet in het verslag aan de Koning betreffende het koninklijk besluit van 30 maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het rijkspersoneel (zie het Belgisch Staatsblad van 2 april 1939, blz. 2169). Volgens dat verslag heeft de secretaris-generaal veeleer een coördi-

nerende dan een leidinggevende taak, welke laatste over het algemeen bij de directeurs-generaal berust.

Naar aan de Raad van State is verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering, voor de nieuwe ministeries van die traditionele opvatting af te stappen. Het ware dan ook verkieslijk met een meer neutrale uitdrukking te werken.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

Er zijn in de ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten :

a) in het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, een secretaris-generaal en drie administrateurs-generaal;

b) in het ministerie van de Franse Gemeenschap, een secretaris-generaal en een administrateur-generaal;

c) in het ministerie van het Waalse Gewest, een secretaris-generaal en een administrateur-generaal;

d) in het ministerie van het Brusselse Gewest, een administrateur-generaal en twee adjunct-administrateurs-generaal, een van de Nederlandse taalrol en een van de Franse taalrol".

.../...

Artikel 4.

In de Franse tekst moet, na het woord "Région", het bijvoeglijk naamwoord "wallonne" worden toegevoegd.

Artikel 5.

In de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "sont pris" in plaats van "sont fixés".

Om de bij artikel 2, § 2, aangegeven reden kan het koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het ministerie van het Brusselse Gewest niet worden vastgesteld "op de voordracht van (de Executieve van) het Brusselse Gewest". Dat zou wel kunnen op de voordracht van de Minister van het Brusselse Gewest, in voorkomend geval, na advies van het Ministerieel Comité voor het Brusselse Gewest, of op de voordracht van de leden van dat Comité.

In het derde lid schrijve men "... waarvan betrekkingen worden overgeheveld, ...".

De in het tweede lid van paragraaf 3 bedoelde betrekkingen zijn reeds afgeschaft bij artikel 4, § 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981.

.../...

Artikel 7.

Sommige besluiten die het koninklijk besluit van 17 april 1979 hebben gewijzigd, zijn door latere besluiten opgeheven. Daarom wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 7.-

Het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 februari 1980, 13 maart 1980, 23 juli 1980 en 16 maart 1981, wordt opgeheven".

Artikel 8.

Die bepaling zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"Artikel 8.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 17 december 1981, met uitzondering van artikel 6, dat in werking treedt de dag waarop dit besluit in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-J. STRIJCKMANS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.